

EN RAISON DE LA FLAMBÉE DES PRIX

L'enveloppe allouée à l'importation des «produits essentiels» insuffisante

L'enveloppe budgétaire allouée dans le cadre de la loi de finances 2011 à l'importation des produits alimentaires de base pourrait s'avérer insuffisante. Une rallonge budgétaire d'un ou de deux milliards sera probablement additionnée aux 38 milliards de dinars prévus initialement.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Explications du directeur général de la prévision et des politiques au ministère des Finances : la flambée des prix des produits dits de base sur les marchés internationaux ne sera pas sans conséquences. Abdelmalek Zoubeidi pense, en effet, que les produits en question continueront d'être chers -en raison de plusieurs facteurs, notamment les inondations au Brésil et en Australie. Il n'est pas exclu que pour faire face à cette situation, une rallonge budgétaire soit nécessaire. «Environ un ou deux milliards», précise le directeur général de la prévision

et des politiques ajoutant que ce n'est certainement pas cela qui mettra en péril les grands équilibres». Il intervenait hier lors de la rencontre organisée par le département de Karim Djoudi au profit des opérateurs économiques. Objectif : discuter de la loi de finances 2011. Un ordre du jour, bien que classique, mais qui n'était pas du goût de l'ensemble des invités. Ils ont à l'unanimité déploré le fait que le débat autour de la loi de finances ne se fasse qu'a posteriori. «L'avant-projet de loi de finances est-il un document secret ?» a questionné un des

opérateurs. Question qui a visiblement mis mal à l'aise les représentants du ministère des Finances qui ont fini par expliquer que s'il n'était pas classé top secret, le document en question ne devenait du domaine public qu'une fois déposé auprès de l'APN. La marge de manœuvre des opérateurs est de fait réduite à zéro puisqu'à ce stade-là, il est difficile d'introduire des propositions. Mais ce n'est pas le seul grief relevé par les acteurs du monde économique. Ils reprochent aux pouvoirs publics d'avoir transformé la loi de finances en outil de politique économique et

de recourir de manière abusive aux lois de finances complémentaires. Ils estiment que trop souvent des décisions sont prises sans même consulter les experts en fiscalité. «Des décisions sont prises sans consulter les experts. Les entreprises doivent pourtant pouvoir se faire entendre par les décideurs. Il ne suffit pas de demander aux entreprises de tirer la croissance vers le haut», a déploré un opérateur. Un échange qui s'apparente à un dialogue de sourds, puisque ces mêmes doléances sont réitérées depuis de longues années.

N. I.

UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS

La grogne s'élargit

Débutée, avant-hier, à la Faculté des sciences de l'ingénieur (FSI), la protesta des étudiants contre le décret présidentiel 10/315 du 15 décembre 2010 s'étend à d'autres facultés, particulièrement celle des sciences des hydrocarbures et de la chimie, la plus importante de l'université M'Hamed-Bougara de Boumerdès (UMBB).

Les étudiants contestataires ont décidé de boycotter les cours et les examens. Hier matin, ils étaient nombreux devant le bureau du rectorat à observer un sit-in pour appuyer leurs revendications. «Halte au bricolage !» «Sauvez l'université !» «Annulez le décret !» sont les slogans qu'on pouvait lire sur les banderoles placardées sur le mur du bâtiment

du rectorat. «C'est une action nationale qui touche les universités de Bab-Ezzouar, Constantine, Laghouat, Tizi-Ouzou, Oran et Béjaïa. A travers cette action, nous demandons l'annulation du décret présidentiel qui sème la discorde au sein de notre communauté. Nous sommes déterminés à faire aboutir nos doléances, mais cela se fera en concertation

avec les autres universités du pays», résume pour nous Aït Oufferroukh Omar, délégué du groupe des ingénieurs.

Les protestataires ont élaboré une plate-forme de revendications qu'ils ont remise au recteur, en vue de la transmettre au ministre. Dans leur P.-V. établi à l'issue d'une assemblée générale, les grévistes avertissent qu'ils ne se reconnaissent pas dans les organisations qui gravitent habituellement autour de l'administration. Il est clair que les concepteurs de ce document ciblent par cette allusion les organisations réputées proches des partis politiques composant l'Alliance présidentielle. En plus de la première

exigence, à savoir «l'annulation immédiate du décret» cité plus haut, les étudiants demandent la révision du décret présidentiel n°07/304 du 29 septembre 2007. Il est question, en outre, de l'abrogation de l'équivalence du magister (bac+7) et du master (bac + 5), de la reconduction du droit d'accès aux grades de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour les titulaires du magister. Cette missive destinée au gouvernement reprend d'autres revendications à caractère pédagogique, l'aspect de l'«équivalence des diplômes», et qui auraient été complètement éludés par ces décrets.

Abachi L.

SKIKDA : LES HABITANTS DE TOUMIAT BLOQUENT LA RN3

Quatre blessés dans les effectifs de la Gendarmerie nationale

Les habitants de Boughalboune (Birgou), localité de Toumiat, commune d'El-Harrouche, dans la wilaya de Skikda, à une cinquantaine de kilomètres du chef-lieu de la wilaya, ont bloqué hier lundi, aux environs de 9 h, la Route nationale 3 reliant Skikda et Constantine.

Près de 150 manifestants, en majorité des adolescents de moins de 16 ans, ont procédé à la fermeture à la circulation auto-

mobile de la RN3 à l'aide de pneus et de troncs d'arbre. Des échauffourées ont éclaté entre les manifestants et les éléments de la gendarmerie, faisant quatre blessés légers parmi les gendarmes

Le recours aux bombes lacrymogènes a été nécessaire pour disperser la foule, aux environs de 14h30. Les jeunes, qui ont pris la fuite, ont été pourchassés jusqu'à dans les coins et recoins du village. Plusieurs arrestations, dont le nombre n'a pas été encore communiqué, ont couronné cette course-poursuite. Parmi les principales revendications des protestataires, figurent

l'approvisionnement en eau potable, logement, le raccordement au gaz naturel et l'amélioration urbaine.

Pour le premier point, le maire d'El-Harrouche, joint par téléphone, dira que «depuis les récentes inondations, un problème d'eau est survenu suite à une rupture dans la canalisation d'AEF, dont la réparation est en cours par une entreprise de réa-lisation, depuis deux jours déjà. Pour pallier le manque d'eau, nous avons alimenté le village à l'aide des camions-citernes à raison de 8 rotations par jour.».

Zaid Zoheir

530 913 POSTES D'EMPLOI CRÉÉS EN 2010

Le satisfecit de Tayeb Louh

Au département du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, la satisfaction est totale. Et pour cause, le bilan de l'emploi pour l'année 2010 a dépassé tous les pronostics. Entre le réseau Anem et les dispositifs Ansej et Cnac, le nombre de postes d'emploi créés est de 530 913.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a annoncé, hier, M. Tayeb Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale à la réunion de la commission nationale de promotion de l'emploi qui s'est tenue au siège de son département.

Pour le ministre, «d'importantes réalisations ont été enregistrées ces dernières années en matière de création d'emploi et de réduction du chômage». «Les efforts seront poursuivis et intensifiés au cours de la période 2010-2011, pour laquelle un objectif de 3 000 000 postes d'emploi créés dont 1,5 million dans le cadre des dispositifs

publics de promotion de l'emploi a été fixé par le président de la République», a-t-il ajouté. Chiffres à l'appui, le ministre a tenu à mettre en évidence les réalisations durant l'année précédente.

A ce titre, il a affirmé que «le processus de mise à niveau de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), entamé depuis l'année 2007, a permis d'enregistrer des résultats significatifs en termes de placements de demandeurs d'emplois.

Ainsi, 181 835 demandeurs d'emploi ont été placés dans le secteur économique dans le cadre du placement classique, soit plus de 90% de l'objectif

arrêté pour l'année 2010 (200 000 an). Concernant les primo-demandeurs, 273 141 d'entre eux dont 99 691 diplômés ont été insérés dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP). Au total, le réseau Anem a placé 454 976 demandeurs d'emploi. Les dispositifs Ansej et Cnac ont connu, eux aussi, une avancée considérable. Ainsi, les projets financés sont passés de 28 836 en 2009 à 35 141 projets en 2010, soit 75 937 postes d'emploi créés durant la même année, alors qu'en 2009, le chiffre était de 75 572 , a martelé Tayeb Louh.

Lors de cette rencontre, le ministre du Travail a longuement commenté les instructions «claires» du président de la République lors de la dernière réunion du Conseil des ministres en matière d'emploi. Ces instructions portent notamment sur la finalisation d'un cer-

tain nombre de mesures, tels «l'amélioration des soutiens publics aux jeunes, candidats aux dispositifs de micro-crédits, l'élargissement des dispositifs à des créations groupées de cabinets par les diplômés universitaires et l'allègement des conditions et procédures y afférents, la prolongation des durées de validité des dispositifs de pré-insertion dans la vie professionnelle, l'élargissement des mesures incitatives au recrutement des jeunes demandeurs d'emploi par les promoteurs et les investisseurs à tous les domaines d'activité, y compris agricole, etc.».

Pour rappel, la commission nationale de promotion de l'emploi a vu le jour en août 2009. Elle est composée notamment des cadres du département du travail (Ansej-Cnac), de l'ONS, du patronat et des organisations syndicales.

A. B.

Le Conseil de fiscalité «bientôt» opérationnel

Le directeur général des Impôts, interpellés par les opérateurs économiques au sujet du Conseil national de fiscalité, a affirmé hier que ce dernier sera «bientôt» opérationnel. Abderrahmane Raouia a expliqué que «les circonstances ont fait que nous avons perdu de vue le Conseil de fiscalité mais, dans les mois qui vont venir, il pourrait fonctionner». Ledit conseil devrait, entre autres, servir d'espace de dialogue entre opérateurs et pouvoirs publics.

N. I.

BORDJ-MÉNAIEL Émeutes pour des postes de travail

Les chômeurs de la commune de Bordj-Ménaiel redescendent pour la énième fois dans la rue. Une fois encore, les «sans-emploi» usent de la manière bruyante pour crier à la face des pouvoirs publics leur désarroi. Ils ont par conséquent fermé la voie expresse reliant Boumerdès à Tizi-Ouzou à l'aide de pneus brûlés, grosses pierres et autres troncs d'arbre.

A travers cette action, ils ont également mis en demeure les autorités locales de concrétiser leurs récentes promesses en rapport avec le volet de l'emploi.

Il est question de l'affectation de plus de 2 000 postes de travail aux chômeurs. C'est du moins ce qu'ont compris les jeunes de Bordj-Ménaiel.

Après avoir envahi, dans la matinée d'hier, l'antenne locale de l'Anem à la recherche de la fameuse carte bleue, et n'ayant pas eu satisfaction, les chômeurs — ils étaient plusieurs centaines —, ont par la suite déversé leur colère en fermant à la circulation l'important axe routier. Vers 13 h, un escadron de gendarmes a été dépêché sur les lieux pour dégager la route.

Après quelques escarmouches, la circulation a été rétablie. Il y a lieu de rappeler que la ville de Bordj-Ménaiel a vécu le mois dernier, et ce durant quatre jours, les émeutes les plus violentes de la wilaya de Boumerdès. Le chômage, la cherté de la vie, la crise du logement, les conditions de vie déplorable, le mal de vivre des jeunes, couronnés par une gouvernance déliquescence exacerberont la colère de la population de Bordj-Ménaiel particulièrement la frange juvénile, qui descend régulièrement dans la rue pour tenter de se faire entendre.

Abachi L.

THÉNIA Le maire agressé

B. Fodil, 30 ans, habitant la ville de Thénia, dans la wilaya de Boumerdès, a violemment agressé Halouane Saïd, le premier magistrat de la municipalité. En état d'ébriété, au moment de l'agression, il a aussi détérioré le mobilier de la commune et le véhicule de sa victime. Les policiers de la localité ont arrêté l'agresseur qui a été placé sous mandat de dépôt par le procureur du tribunal de la ville de Boumerdès. B. Fodil aurait sollicité du maire, il y a une quinzaine de jours, l'attribution d'un lot de terrain.

Le maire lui avait répondu que la commune n'en avait pas actuellement et l'a informé que toute vente de terrain se faisait par l'intermédiaire de l'agence foncière de Boumerdès. Il eu apparemment le temps de couvrir sa colère pour revenir quinze jours après et agresser publiquement le représentant de l'Etat et de la population à l'intérieur du siège de la commune.

Abachi L.